Critique Sociale

numéro 17 - septembre 2011

Face à la lutte de classe capitaliste

François Fillon a déclaré en juin qu'il refusait une fois de plus d'augmenter le SMIC, car selon lui « *ce serait une faute économique.* »[1] Quelques jours plus tôt, son gouvernement venait d'offrir un cadeau de 1,8 milliards d'euros aux plus privilégiés, par une très grosse ristourne sur l'ISF[2]. Pour le premier ministre, augmenter de quelques euros le revenu des smicards est une « faute économique », mais augmenter de plusieurs milliers d'euros le revenu de la minorité la plus riche n'en est pas une.

On comprend la cohérence de la manoeuvre : aller à l'encontre de « l'économie », ça signifie en fait selon Fillon aller à l'encontre de l'intérêt de la classe capitaliste. En conséquence, il est logique qu'une politique au service exclusif des classes sociales possédantes maintienne les salaires bas (= moins pour les travailleurs), et fasse des largesses aux rentiers (= plus pour les exploiteurs). C'est une véritable politique de lutte de classe.

En urgence, il faut évidemment une hausse massive du SMIC et de tous les bas salaires. L'imposer est la première étape de l'indispensable lutte de classe des travailleurs contre la lutte de classe opposée, qui est clairement menée contre nous par le patronat et le gouvernement. Mais la seconde étape de la lutte de classe des salariés, c'est s'en prendre directement aux mécanismes du système capitaliste, à l'exploitation et à l'aliénation, et à la division en classes sociales. Il ne s'agit pas de s'en prendre à des individus, mais bien à un système, à ce mode de production qui sacrifie les êtres humains sur l'autel de l'extraction de plus-value et de l'accumulation du capital.

Seule cette lutte autonome peut mettre à l'ordre du jour l'alternative au capitalisme qu'est le socialisme. L'attaque est mondiale, comme on le voit avec les plans « d'austérité » que la classe capitaliste impose partout au détriment des travailleurs, des chômeurs et des jeunes. La riposte ne pourra donc être que mondiale, sous la forme d'une lutte de classe dépassant celle qui est actuellement menée avec brutalité par les classes dominantes.

---

[1] Entretien avec *Nice-Matin*, 18 juin 2011.
[2] Impôt de solidarité sur la fortune.

*   *   *

Une société de précarité

Cela fait des années que se développent les CDD (Contrats à durée déterminée, contrats précaires, par opposition aux CDI), l'intérim, etc. En france on est passé de 5,2 % d'emplois précaires en 1984 à 12,4 % en 2007[3]. Il faudrait également ajouter à ce constat les temps partiels subis, etc. Cette précarisation croissante se fait au détriment exclusif des travailleurs.
Chômage et précarité s'aggravent mutuellement : le chômage de masse permet au patronat d'accroître la précarité, et l'existence d'une précarité de masse fait que le chômage ou le simple fait de changer d'employeur deviennent des perspectives redoutables pour beaucoup de travailleurs[4].



Travailleurs de Carrefour en grève, le 9 avril 2011

Dans ses statistiques du chômage, le Ministère du travail présente comme « *emplois durables* » tous les contrats de plus de 6 mois. C'est-à-dire que le nombre d'emplois en CDI n'est même pas indiqué (!), et que les contrats précaires au-delà de 6 mois sont – contre l'évidence – annoncés comme « *durables* ». En mars 2011, 57 % des offres d'emplois sont des CDD d'une durée inférieure à 6 mois[5].

Il faut évidemment souligner le rôle néfaste des décisions des gouvernements, tant à direction RPR-UMP que PS, dans cette dégradation. Le développement des emplois précaires dans la fonction publique, notamment, se poursuit depuis des années.
Le Parti soi-disant socialiste avait mis en place en 1997 des « emplois-jeunes », qui étaient des contrats précaires, et il a récemment annoncé qu'il souhaitait remettre en place cette mesure s'il arrivait au pouvoir en 2012 (dans le projet du PS ces emplois-jeunes sont rebaptisés « *emplois d'avenir* », ce qui semble pour le moins inadapté s'agissant de CDD). Le PS écrit pourtant : « *pour 80 % des jeunes actifs, l'entrée dans l'emploi se fait en contrat à durée déterminée (CDD), quand il ne s'agit pas de stages à répétition ou de travail à la pige. Casser la spirale de la précarité est une urgence nationale.* » Et de s'empresser quelques lignes plus loin de proposer pour les jeunes... des CDD ![6] Or, de deux choses l'une : soit ces emplois sont utiles et il faut alors créer de véritables postes de fonctionnaires, soit on fait perdre leur temps à des milliers de jeunes. Et quoi qu'il en soit, créer de la précarité ne servira jamais à lutter contre la « spirale de la précarité », au contraire...
Du côté des gouvernements de droite, entre autres mesures nuisibles, les projets de CIP (« Smic-jeunes », 1994) puis de CPE (2006) qu'ils ont tenté d'imposer, auraient encore aggravé la situation mais ces mesures de régression sociale ont heureusement été repoussées par d'importantes luttes

---

[3] Observatoire des inégalités, « La précarité en France », 28 octobre 2008 : www.inegalites.fr/spip.php?article957 .
[4] Voir « La société du chômage de masse », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008, pp. 1-4 (disponible sur notre site internet). Cf également « Travail précaire = vie précaire », *Tout est à nous !* n° 102, 12 mai 2011, pp. 6-7 (disponible sur le site internet du NPA).
[5] *Dares indicateurs* n° 32, avril 2011, p. 14 (publié sur le site du Ministère du travail le 27 avril 2011). Cette proportion est de 58 % en juillet 2011 (chiffres publiés le 25 août 2011).
[6] Supplément à *L'Hebdo des socialistes* n° 610, 16 avril 2011, p. 11.

sociales. Rappelons que le dogme gouvernemental actuel du « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux » fait de l'Etat le premier destructeur d'emplois en france[7], ce qui accroît d'autant le chômage dont l'importance tend à favoriser la précarité.

Les gouvernements se font ainsi les complices de l'arbitraire du patronat, lequel a recours à la précarité pour briser les garanties collectives des salariés, et pour « individualiser » les travailleurs, cela dans le but d'aller à l'encontre des droits sociaux.
Depuis des années, la précarité rend plus difficile la lutte collective (il est beaucoup plus difficile aux précaires de se mobiliser contre leurs patrons), ce qui crée un cercle vicieux : plus il y a de précarité et moins les travailleurs peuvent se défendre, et plus le rapport de force entre classes sociales est défavorable aux salariés, plus la précarité s'accroît. Le poids de la précarité pèse donc doublement contre les travailleurs.
Ajoutons que la précarité touche encore plus ceux qui sont déjà les plus fragilisés dans la société actuelle : les femmes, les « étrangers »[8], etc. La meilleure réponse est dans l'action de tous les travailleurs unis en tant que classe, pour en finir avec la précarité et avec ses causes.

Le samedi 9 avril a été une journée de grève nationale dans les supermarchés Carrefour, journée d'action qui a été très suivie par les travailleurs mais qui est malheureusement restée isolée et ne s'est pas construite dans la durée. Cette journée de grève a abouti à une augmentation des salaires de... 2 %, ainsi qu'à une prime exceptionnelle de 220 euros par salarié. Des mouvements inter-entreprises seraient sûrement plus efficaces pour obtenir une augmentation généralisée des salaires, ainsi que pour lutter contre la précarité, contre les temps partiels subis, et contre le travail de nuit.

L'objectif du recours à la précarité est pour le patronat de lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit, en sur-exploitant les travailleurs. Les privilèges de la classe capitaliste se paient, à l'autre bout de la chaîne, par la précarité subie par des millions de personnes. Et si la précarité s'accroît, c'est parce que la classe capitaliste est en position de force. Il n'y a donc que par l'action collective des travailleurs, s'unissant pour défendre leurs intérêts communs, que ce fléau pourra être vaincu. C'est à l'inversion du rapport de force entre les classes sociales qu'il nous faut contribuer dans les luttes actuelles pour aller vers l'abolition de la société divisée en classes, donc la fin du mode de production capitaliste ainsi que la fin des rapports sociaux d'exploitation et de hiérarchie.

* * *

Pendant les élections, interdit de faire de la politique !

Un mouvement dit des « indignés » s'est développé ces derniers mois, d'abord en Espagne, puis en Grèce et en Israël, où des centaines de milliers de manifestants se sont rassemblés.
A défaut d'un bilan de ces larges mouvements, nous reproduisons pour le moment ce bref article que nous avons publié sur notre site internet le 20 mai dernier.

D'importantes manifestations ont lieu en Espagne depuis le 15 mai. Or voilà que les manifestations vont être interdites ce week-end pour cause d'élections !

---

[7] Cette mesure ayant de surcroît des effets lamentables sur l'état des services publics, notamment de l'enseignement. Les mobilisations actuelles contre les fermetures de classes sont une très bonne nouvelle ; il s'agirait de passer ensuite de ces luttes localisées à une prise de conscience généralisée des causes politiques de ces fermetures. Dans le même temps où il fait des économies contre l'enseignement public, le gouvernement fait un énorme cadeau fiscal aux privilégiés par une grosse ristourne sur l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune). C'est un évidence : il s'agit d'un gouvernement au service d'une seule classe sociale, celle des exploiteurs.
[8] Observatoire des inégalités, « Le temps partiel subi en France », 29 novembre 2010 : inegalites.fr/spip.php?article410 .

C'est inouï : pendant les élections, il est donc interdit de faire de la véritable politique, active et venant de la base, en particulier en manifestant.
Le mouvement proclame : « *nous ne sommes pas de la marchandise aux mains des politiciens et des banquiers* », et milite pour une « *démocratie réelle* ». Cette décision d'interdiction ne peut que confirmer le constat qui est à l'origine de cette mobilisation.



Le mouvement s'oppose également au « *modèle économique* » actuel, qui crée chômage et destruction de l'environnement. C'est exact si, plus que de « modèle », il s'agit en fait de parler du système économique lui-même, c'est-à-dire le mode de production capitaliste - qui n'existe que par l'exploitation et l'aliénation, et qui s'oppose à la démocratie.
La crise capitaliste en cours depuis 2007-2008 est subie le plus durement par les travailleurs, les chômeurs et les jeunes. Partout le chômage s'est accru, et particulièrement en Espagne. Comme ailleurs, le gouvernement espagnol veut faire payer la crise une deuxième fois à ceux qui n'y sont pour rien, et qui en subissent déjà les conséquences. La lutte actuelle est d'ailleurs menée notamment contre les politiques d'« austérité » qui visent les classes populaires, les services publics, etc.

Dans plusieurs grandes villes, des places sont occupées par les manifestants, qui y organisent parfois des Assemblées Générales. Il s'agit bien d'un espace à conquérir : l'espace politique, celui de la politique réelle. Ce n'est pas un hasard si le mouvement s'inspire en partie des révolutions d'Afrique du nord (ainsi que des récentes mobilisations au Portugal).
En Espagne comme partout ailleurs, mobilisons-nous contre les limitations à l'expression politique populaire, contre toutes les politiques capitalistes, pour la démocratie réelle : la démocratie directe, la démocratie sociale !

* * *

Notes à propos du « luxemburgisme »

Qu'est-ce que le « luxemburgisme »[9] ? On pourrait répondre simplement : le courant politique inspiré par la théoricienne marxiste Rosa Luxemburg (1871-1919).
Mais l'expression même est problématique, et certains partisans actuels de Luxemburg refusent le terme. A priori ils n'ont pas tort, puisque le mot aurait été répandu au cours des années 1920 pour

---

[9] On écrira « luxemburgisme » plutôt que « luxemb**o**urgisme », de même qu'on écrit « Rosa Luxemburg » au lieu de sa francisation « Rosa Luxemb**o**urg ».

stigmatiser une version simplifiée et déformée de ses idées. Mais si l'on ne devait plus utiliser les termes inventés à l'origine par des adversaires, on ne parlerait plus de « communards », ni de « marxistes ». Ainsi des luxemburgistes ont-ils écrit : « *"Luxemburgisme" (comme d'ailleurs "marxisme") est un terme très imparfait, d'abord puisqu'il fait référence à une seule personne. Mais les faits sont là, et malheureusement aucun terme ne définit clairement ce qu'est le "marxisme démocratique", le "luxemburgisme"* »[10].
Il pourrait être préférable de parler de « spartakisme » plutôt que de « luxemburgisme »[11], mais depuis la fin de la Ligue spartakiste historique (*Spartakusbund* de 1918) le mot a été récupéré et maltraité de toutes parts.

L'affirmation selon laquelle Rosa Luxemburg aurait ignoré ou refusé ce terme est pourtant contestée. En effet, selon l'historien (luxemburgiste !) Alain Guillerm : « *Dès 1898, quand un journal écrit : les "Luxemburgistes" contre les "Nationalistes" (polonais), c'est elle-même qui reprend le terme luxemburgiste d'une manière positive. On voit donc que ce concept est accepté par elle très tôt.* »[12]
Quoi qu'il en soit, l'ensemble des textes de Rosa Luxemburg ne font pas « système », ils ne s'agit donc pas de prétendre que le « luxemburgisme » serait un système de pensée complet découlant naturellement de ses idées politiques. Cela n'enlève rien à la qualité et à l'intérêt de ses textes, au contraire : ils n'ont pas été écrits pour créer un système, mais comme des contributions à la lutte des travailleurs contre l'ordre capitaliste, et comme partie prenante du mouvement socialiste et « marxiste » au sens large du terme.
On peut d'ailleurs dire de même en ce qui concerne Karl Marx, qui n'a jamais prétendu avoir créé un système, et qui voyait ses travaux théoriques comme des contributions au mouvement communiste des travailleurs, comme une clarification au service du mouvement réel, comme sa pierre à l'édifice de l'auto-émancipation mondiale des travailleurs. Il est donc contradictoire de voir certains refuser le terme de « luxemburgisme » s'ils se revendiquent dans le même temps du « marxisme », terme qui devrait en toute logique susciter exactement les mêmes réserves.

Le « luxemburgisme » comme mouvement effectif s'est cristallisé en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, dans le rassemblement des socialistes internationalistes révolutionnaires, radicalement opposés à la guerre, dont la principale théoricienne fut Rosa Luxemburg. C'est ce groupe, d'abord baptisé *Die Internationale* du nom de sa revue interdite par le pouvoir, qui fut connu par la suite sous le nom de « spartakistes » et qui créa le *Spartakusbund* (littéralement : Ligue Spartacus).
Réprimé en même temps que les tentatives révolutionnaires de 1919, ce courant s'est progressivement dilué après l'assassinat de sa principale théoricienne le 15 janvier 1919. De plus, l'influence néfaste des bolcheviks sur le jeune Parti communiste d'Allemagne, puis le stalinisme, et enfin la dictature nazie ont détruit le mouvement ouvrier vivant en Allemagne, dont le « luxemburgisme ». Les ouvrages de Rosa Luxemburg furent interdits et brûlés par la dictature nazie. Au niveau des organisations, ne survécurent essentiellement que les organisations sociales-démocrates qui défendaient en réalité un capitalisme « régulé », et les organisations staliniennes qui défendaient en réalité un capitalisme d'Etat.

Le courant « luxemburgiste » s'étant incarné historiquement dans la Ligue spartakiste, dont l'héritage politique a été détruit par des assauts divers, que peut-il en rester aujourd'hui ?

---

[10] Démocratie Communiste (Luxemburgiste), « Pour le communisme démocratique » (2005), dans : *Textes pour le socialisme-communisme*, Paris, 2009, p. 3. Egalement sur le site internet de DC-L : democom.neuf.fr

[11] C'est d'ailleurs pour cela que le premier groupe que l'on peut qualifier de « luxemburgiste » en france avait pris le nom de « Groupe Spartacus », et publiait le journal *Spartacus* – le nom de ce petit groupe, créé en 1934 en région parisienne par René Lefeuvre après la fin du Cercle Communiste Démocratique, survit encore aujourd'hui dans le nom des éditions Spartacus créées par le même Lefeuvre.

[12] Alain Guillerm, *Rosa Luxemburg, la rose rouge*, Picollec, 2002, p. 58.


A l'issue d'une manifestation spartakiste, Karl Liebknecht s'adresse aux participants (Berlin, décembre 1918).

Il s'agit de reprendre l'essentiel de la pensée politique « luxemburgiste », sans être dans une démarche de répétition qui serait stérile, mais en s'attachant à ce qu'elle recèle de fécond pour les mobilisations d'aujourd'hui, pour comprendre l'histoire et la situation actuelle de la lutte des classes.

S'il existe un « luxemburgisme », il inclue nécessairement un internationalisme authentique, agissant pour l'indispensable union du prolétariat mondial, capable de mener une révolution socialiste sans frontières. Rosa Luxemburg a véritablement été une citoyenne du monde. Elle fut membre du bureau de la IIe Internationale, elle a milité dans plusieurs pays, et a simultanément été membre des partis socialistes d'Allemagne et de Pologne.

C'est ensuite la lutte contre toutes les oppressions, et contre la répression des potentialités de chacun[13]. Surtout, au coeur du « luxemburgisme » se trouve la critique radicale des structures économico-sociales, des rapports capitalistes de production basés sur l'exploitation et l'aliénation des travailleurs. Tout cela amène à participer pleinement à la lutte pour l'auto-émancipation du prolétariat, dans le but déjà énoncé par Marx : « *A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous.* »[14]

En 1918, Rosa Luxemburg affirmait la nécessité immédiate d'abolir le salariat, base économique de l'exploitation et du système capitaliste lui-même[15]. Abolir le système du travail salarié est indispensable pour mettre fin à la division de la société en classes sociales. Pour les « luxemburgistes », ce n'est pas un vague objectif à long terme, mais une nécessité effective découlant de l'analyse du temps présent.

C'est également le spontanéisme. On s'est beaucoup trompé sur ce mot ; il implique en fait avant tout la confiance en la capacité créatrice des masses, et l'opposition au substitutisme de parti ou d'« avant-garde ». L'approche spontanéiste combat le « communisme de parti », et réaffirme que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. Le spontanéisme n'est pas un automatisme : « *socialisme ou barbarie* », écrivait Luxemburg en 1915, ce qui implique que rien n'est écrit d'avance. Cette approche exige un nécessaire travail d'information (on sait que Rosa Luxemburg fut journaliste), de clarification théorique, et surtout d'action pratique sans se réfugier dans l'attente passive d'une révolution supposée arriver mécaniquement et de façon inéluctable.

---

[13] Cet aspect apparaît très nettement dans la correspondance de Rosa Luxemburg.

[14] Karl Marx, *Manifeste communiste*, 1848 (chapitre II).

[15] « *A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure.* » (Rosa Luxemburg, « Que veut la Ligue Spartakus ? », 14 décembre 1918).

Cela conduit à la lutte pour la démocratie directe. Le fonctionnement du mode de production capitaliste s'oppose à l'épanouissement du principe démocratique, qui dans le cadre de la société présente a besoin de luttes de classe, menées directement par les intéressés eux-mêmes qui se saisissent de la politique dans leurs mobilisations auto-organisées.
Cette perspective s'oppose à la sous-estimation des possibilités de la classe travailleuse. Par la participation au développement de son auto-organisation, de sa culture de classe, de la mémoire et de l'analyse des luttes, les mouvements sociaux et révolutionnaires peuvent lutter contre le poids inhibiteur de l'idéologie dominante, et en réalité contre toute « idéologie » au sens « marxiste » du terme. La conscience de classe découle des actions dirigées collectivement, et non seulement de la situation quotidienne vécue.

Dans cette perspective, il n'y a pas de séparation entre les militants d'un côté et les travailleurs, chômeurs, étudiants, etc., de l'autre. Les militants expriment ouvertement leurs opinions en tant que travailleurs, chômeurs, étudiants, etc. Leur militantisme s'exerce à partir de là où ils sont, en toute clarté. Les militants luxemburgistes font partie de la classe sociale exploitée, et c'est à ce titre qu'ils agissent. Ils ne se posent pas en « éducateurs » de cette classe, mais en tant que partie prenante de cette classe, participant à ses luttes, à ses débats. Le luxemburgisme a conscience que seule la majorité de cette classe sociale peut réaliser d'elle-même le socialisme.

On ne trouve pas chez Rosa Luxemburg de condamnation de la forme-Parti – au contraire – mais une condamnation du fonctionnement bureaucratique et, surtout, la critique de la sous-estimation des masses par des « dirigeants » auto-proclamés. Certains luxemburgistes s'attachent donc à la lettre de Luxemburg, et se prononcent pour un parti démocratique. Pour ma part, je fais l'analyse que depuis près d'un siècle la forme-Parti a montré sa faillite. Pensant être fidèle à sa méthode d'analyse, et ayant conscience que cette option est contestable, je ne pense donc pas un parti indispensable, et en aucun cas ne reconnaîtrait à un éventuel parti le moindre rôle dirigeant.
Ce constat laisse ouverte la question de nouvelles formes d'organisation permettant l'information, le dialogue et la socialisation, l'éclaircissement théorique, et l'action pratique en période de reflux. Il faut travailler à conserver une cohérence politique, sans cependant créer de conformisme ou d'orthodoxie – qui sont des facteurs d'appauvrissement politique. La revue, ou mieux le réseau de revues, journaux, brochures, me semble donc la formule la mieux adaptée.

Rosa Luxemburg écrivait en 1900 : « *L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois.* »[16] Après plus d'un siècle d'expérience, non seulement la véracité de cette remarque n'a fait que se confirmer, mais on peut aller plus loin : prétendre aller vers le socialisme en conservant les mécanismes étatiques est une contre-vérité, prétendre convertir l'Etat au socialisme ne conduit en fait qu'à la conversion des socialistes à l'Etat... et cela amène les « socialistes » à abandonner dans les faits tout socialisme. Marx notait d'ailleurs dès 1871 que « *la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. L'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation.* »[17]

Le « luxemburgisme » s'inscrit dans le cadre du communisme des conseils au sens large, par opposition au « communisme » de parti (léninisme), ainsi que dans le cadre du socialisme démocratique et révolutionnaire. Il souhaite le pouvoir des conseils des travailleurs, même s'ils ne

[16] Rosa Luxemburg, *Le Socialisme en France (1898-1912)*, Belfond, 1971, p. 85. Cet article a été daté par erreur de 1899, erreur que nous avons signalée dans « La lente réception de Rosa Luxemburg en france », *Critique Sociale* n° 11, août 2010, p. 4 (repris dans notre brochure consacrée à Luxemburg, parue début 2011 et disponible en PDF sur notre site internet).
[17] Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, éditions sociales, 1968, p. 257.

doivent pas devenir non plus une forme fétichisée : ce qui importe est le développement des moyens de l'auto-émancipation.

Il semble qu'à l'heure actuelle il y ait un certain regain d'intérêt pour Rosa Luxemburg – quoique pas encore pour le « luxemburgisme ». Les deux périodes précédentes en france où l'intérêt pour ses écrits avaient été les plus vifs, les années autour de 1936 puis les années autour de 1968, avaient été des périodes majeures de luttes sociales. L'avenir nous éclairera sur la validité de ce parallèle. Quoi qu'il en soit, réaffirmer en pratique la méthode et le principe révolutionnaire de la pensée luxemburgienne est une tache d'actualité[18].

Que le « marxisme », le socialisme, le communisme redeviennent eux-mêmes, que ces mots cessent de désigner leurs trahisons, et le mot même de « luxemburgisme » deviendrait superflu.





« *Je suis un citoyen du monde, et je travaille là où je me trouve.* »
(Karl Marx)

Critique Sociale n° 17, septembre 2011

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás

[18] Voir aussi « 5 mars 1871 - 5 mars 2011 : Rosa Luxemburg aujourd'hui », *Critique Sociale* n° 15, mars 2011, pp. 3-4.